

La voix de l'opposition de gauche

Le 14 juin 2017

CAUSERIE

Qu'aucun parti ne soit en mesure d'appeler seul à une action, on le comprend parfaitement, mais qu'aucun n'en propose aujourd'hui pour exiger le retrait du projet de contre-réforme du Code du travail (notamment) du gouvernement est inquiétant et révélateur.

J'ai envoyé à toutes les formations politiques que j'ai pu contacter par Internet ma proposition de manifestation nationale et unitaire à Paris le 16 septembre, je n'ai reçu qu'une seule réponse de la Fédération Anarchiste qui m'a dit être intéressée. On va attendre la fin de la semaine pour voir si nous aurons d'autres réponses, sans illusion évidemment. Entre la défense du régime et leurs misérables calculs d'appareil, il semble qu'ils n'ont pas d'autres intérêts en réalité. A suivre donc.

De plus en plus de travailleurs ont intégré le fonctionnement des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Le président élu va nommer un Premier ministre et former un gouvernement qui sont issus de la formation politique ou de la coalition de partis qui ont soutenu sa candidature. Ce sont eux qui vont gouverner le pays, édicter des lois, etc., partant de là à quoi cela servirait-il d'aller voter aux législatives, autant laisser voter ceux qui ont élu le président élire leurs députés, nous nous ne sommes plus concernés après la présidentielle, pourquoi irions-nous élire des députés d'autres partis qui demain n'auront aucun pouvoir ?

Mais pourquoi n'ont-ils pas élu un président qui représenterait leurs intérêts ? Il y a plusieurs explications, on en retiendra deux qui n'en font qu'une. Parce qu'ils ont estimé qu'aucun ne les représentait vraiment, ils se sont abstenus ou ils ont dispersé leur voix sur l'ensemble des candidats en présence, y compris ceux représentant ouvertement les intérêts des capitalistes parce qu'ils n'ont pas un début de conscience de classe, cela tient à la fois à l'hétérogénéité de leur condition ou statut et au degré d'influence sur eux de l'idéologie de la classe dominante.

En résumé à ce stade, ce qui leur manque le plus c'est une conscience de classe, tandis que leur compréhension de la société présente de graves lacunes dont ils ne parviennent pas à se dépêtrer, parce que la société les a corrompu en leur accordant des conditions d'existence relativement confortables ou satisfaisantes, et c'est à travers ce facteur qui inconsciemment remplira le rôle d'écran déformant qu'ils interpréteront la situation et détermineront vers quel candidat ou parti se portera leur voix, dès lors qu'il leur tiendra le discours qu'ils voulaient entendre et la boucle est bouclée. Sans issue.

Quand on néglige ou nie tout ou partie ces facteurs qui sont à l'origine du niveau de conscience des travailleurs, ensuite il ne faut pas s'étonner de la situation ou de ce qui peut arriver. Refuser d'en discuter, c'est s'interdire d'aller de l'avant, dès lors on est conduit à régresser sans cesse et condamner l'humanité à la barbarie. C'est l'attitude adoptée délibérément par tous les partis dits ouvriers, malheureusement.

Ils vont vous tenir le discours que les travailleurs américains ont entendu il y a près d'un siècle et qui a produit les effets que vous savez. Ainsi la décomposition de la société (du monde) va se poursuivre et s'accélérer sans que la moindre perspective de la stopper n'apparaisse. La réaction va gouverner sans plus tenir compte du reste de la société, l'opposition étant disloquée,

neutralisée, elle-même corrompue, se déchirera pour n'avoir aucune base théorique, aucune stratégie à opposer à celle de l'oligarchie qui règnera en maître absolu.

Il est à craindre que nous assistions aux derniers soubresauts du crépuscule de la civilisation humaine, dès lors que ce qui divise le mouvement ouvrier et les militants l'emporte sur ce qui permettrait de les rassembler.

Stop ou encore. Règne de la tyrannie made in USA ou la France telle qu'elle deviendra sous Macron.

Journaliste et écrivain, Chris Hedges, 60 ans, a longtemps été correspondant de guerre en Amérique latine, au Proche-Orient et dans les Balkans.

Il critique le traitement des Palestiniens par les Israéliens. Il a critiqué également la guerre en Irak.

Le 24 mai, un éditorial de The Wall Street Journal dénonce Hedges pour sa position contre la guerre. The New York Times le réprimande publiquement pour « remarque publique qui pourrait miner la confiance du public dans l'impartialité de la publication ».

Le 29 décembre 2008, il s'identifie comme étant un socialiste comparé à ce qu'il voit comme étant le « capitalisme totalitaire sans pitié ». Wikipédia.org

Chris Hedges - Oubliez le limogeage de James Comey. Oubliez la paralysie du Congrès. Oubliez l'idiotie d'une presse qui relate notre chute dans la tyrannie comme s'il s'agissait d'un concours sportif entre les Républicains et les Démocrates, tous deux liés au monde des affaires, ou un reality-show mettant en vedette notre président délirant et les crétins qui l'entourent. Oubliez le bruit. Les politiciens qui dirigent notre gouvernement dysfonctionnel n'incarnent en rien la crise que nous traversons. Elle est le résultat d'un coup d'État institutionnel qui s'est produit au ralenti pendant quatre décennies, qui a rendu le citoyen impuissant, qui nous a laissés sans aucune institution démocratique authentique et qui a donné un pouvoir total aux entreprises et aux militaires. Cette crise a engendré un système électoral où la corruption est légale, et elle a donné le pouvoir aux personnalités en vue qui maîtrisent les arts du divertissement et de l'artifice. Si nous ne renversons pas les forces néolibérales du monde des affaires qui ont détruit notre démocratie, nous continuerons à régurgiter toujours plus de monstruosité aussi dangereuses que Donald Trump. Trump est le symptôme, pas la maladie.

Notre chute dans le despotisme a commencé avec le pardon de Richard Nixon, dont les crimes, susceptibles de mener à la destitution, sont maintenant légaux, ainsi qu'avec les attaques extrajudiciaires, comme les assassinats ciblés et l'emprisonnement, menées contre des dissidents et des extrémistes, particulièrement les extrémistes noirs. Cela a commencé avec les fondations et les organisations financées par les grandes entreprises qui ont pris le contrôle de la presse, de la justice, des universités, de la recherche scientifique et des deux principaux partis. Cela a commencé avec le pouvoir donné à une police militarisée de tuer des citoyens désarmés, et l'inflation de notre horrible système d'incarcération de masse et de peine de mort. Cela a commencé avec le détricotage de nos droits constitutionnels les plus basiques – l'intimité, les procédures judiciaires légales, l'habeas corpus, des élections sans fraude et une opposition respectée. Cela a commencé quand d'importantes ressources financières ont été employées par des acteurs politiques tel que Roger Stone, un proche conseiller de Donald Trump, pour créer des publicités politiques non constructives et des histoires fausses destinées à tromper le public, métamorphosant les débats politiques en une parodie. Nous avons perdu sur tous ces fronts. Nous sommes pris au piège comme des rats dans une cage. Un imbécile narcissique peut envoyer ou couper des décharges électriques, mais le problème réside dans le lien de l'État avec les grandes entreprises, et tant que nous ne l'aurons pas démantelé, nous serons condamnés. (...)

Les forces racistes, violentes et despotiques ont toujours fait partie du paysage américain et ont souvent été tolérées et renforcées par l'État pour persécuter les noirs pauvres et les dissidents. Le pouvoir absolu est refusé à ces forces tant qu'une majorité de citoyens a la parole au sujet de leur propre gouvernance. Les élites du monde des affaires, cependant, effrayées par ce que le politologue Samuel Huntington a appelé un « excès de démocratie », concept dont l'origine remonte aux années 60, ont méthodiquement détruit l'édifice démocratique. Elles ont empêché les citoyens de participer au gouvernement. Et ainsi, elles se sont assurées que le pouvoir basculerait entre les mains des ennemis de la société ouverte. Quand les institutions démocratiques cessent de fonctionner, quand le consentement des gouvernés devient une farce, les despotes, les manipulateurs, les excentriques, les théoriciens de la conspiration, les escrocs, les généraux, les milliardaires et les proto-facistes occupent le vide politique. Ils laissent libre cours à la frustration et à la colère populaires tout en donnant à l'État les armes pour faire à la majorité ce qu'il a longtemps fait à la minorité. Cette histoire est aussi vieille que la civilisation. Elle s'est déroulée dans la Grèce et la Rome antiques, l'Union soviétique, l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'ex-Yougoslavie.

Trump, grave embarras pour l'État corporatiste et les organes de sécurité intérieure, peut être destitué de la présidence, mais une telle révolution de palais ne ferait que consolider encore davantage le pouvoir de l'État profond, et intensifierait les mesures internes de répression. Des millions de personnes, les sans-papiers, les condamnés pour crime, les prisonniers dans des cages, les personnes de couleur qui vivent dans la pauvreté, ont déjà été dépouillés de leurs droits et certains ont même été assassinés systématiquement par la police. La réalité d'une terreur quotidienne de l'État à l'encontre de ces minorités, à moins que ce processus de pillage institutionnel ne s'interrompe, s'étendra et deviendra normal avec ou sans Trump. (...)

Pendant les années 1960 et 1970, il y a eu une guerre contre les extrémistes noirs, avec l'assassinat par le FBI de dirigeants tels que Fred Hampton. Cette guerre contre les extrémistes, la prétendue bataille pour « la Loi et l'Ordre » du président Nixon, a placé la police, le FBI et les autres organes de sécurité intérieure en dehors du périmètre de la loi. Leur pouvoir n'a fait que se développer depuis. Nous sommes tous sous la surveillance de l'État. Et nous pouvons tous devenir des victimes si l'État nous considère comme une menace. La perte du contrôle citoyen, ainsi que le manque de transparence, sont inquiétants.

Abu-Jamal a été reconnu coupable en 1981 du meurtre de Daniel Faulkner, un policier blanc de Philadelphie. Son procès a été un simulacre. Il y a eu des fausses preuves, des témoins de la défense refoulés, des témoins à charge qui contredisaient leur témoignage antérieur, un avocat commis d'office, comme souvent dans ce système, à qui on avait attribué peu de fonds et qui avait peu envie de défendre son client, une série de décisions juridiques inconstitutionnelles prises par un juge pour condamner le prévenu. (...)

Notre incapacité à défendre ceux qui sont diabolisés et persécutés nous laisse tous diabolisés et persécutés. Notre incapacité à exiger justice pour tout le monde nous laisse tous sans justice. Notre incapacité à stopper l'écrasement des mouvements populaires qui se mettent explicitement du côté des opprimés nous laisse tous opprimés. Notre incapacité à protéger notre démocratie nous laisse sans démocratie. La persécution de Mumia Abu-Jamal, des membres de MOVE et tous les extrémistes durant quatre décennies ne sont pas une histoire ancienne. C'est la genèse du présent. Elle a engendré le coup d'État et le mécanisme de la terreur d'État. Nous allons payer pour notre complaisance. (Chris Hedges 14.05 - Article en entier sur le blog Les-crisis.fr)

Macron est illégitime pour gouverner, chassons-le du pouvoir !

Législatives 2017 : va-t-on vers un excès de pouvoir ? L'Assemblée sera-t-elle légitime ? - Franceinfo

Réponse :

- Abstention : 24 009 182
- Blancs : 349086
- Nuls : 160557

Total : 52,48%

2012 (2e tour des législatives)

11 497 651 de voix (PS et alliés)

11 497 651:43 233 648 100 = 26,59% des voix exprimées = 57,37% en sièges.

- Abstention : 19 281 162
- Blancs et nuls : 923 178

Total = 48,45%

A plusieurs reprises depuis l'avènement de la Ve République le parti qui avait obtenu la majorité en nombre de députés était minoritaire en voix. Qui s'en était ému ? Personne ou presque... pour l'oublier aussi vite.

On entend des "révolutionnaires" s'émouvoir que REM pourrait rafler la mise à l'Assemblée nationale en étant minoritaire en voix, mais ils se passent bien de préciser qu'il en a souvent été ainsi, peut-être parce qu'ils ne tiennent pas vraiment à ce qu'on retourne le passé.

Leur passé, peu glorieux, quand ils cautionnaient le président et le parlement en place qui en réalité étaient minoritaires donc illégitimes, qu'il s'agisse de Sarkozy et de l'UMP ou de Hollande et du PS, en leur adressant des pétitions ou des délégations pour leur faire prendre conscience du triste sort qu'ils réservaient aux travailleurs comme s'ils ne le savaient pas et ne s'en fichaient pas éperdument. J'ai toujours été opposé à ce type d'actions.

Tout se paie un jour, y compris l'opportunisme.

L'idiot utile du régime prêt à tout pour garantir son statut d'affairiste et sa propre survie financière.

Politiquement il lui reste les cendres du réformisme ou le cadavre puant du PS.

Jean-Luc Mélenchon affichait un large sourire, dimanche 11 juin au soir, nous dit-on.

En nombre de voix, la France insoumise passe à plus de 7 millions à la présidentielle, à moins de 2,5 millions aux législatives. Après avoir visé l'Élysée, l'objectif de Jean-Luc Mélenchon est désormais d'obtenir quelques députés insoumis à l'Assemblée nationale. Francetv info

FI percevra chaque années en subvention de l'Etat : 2,5 millions de voix x 1,42 euros = 3 550 000 euros, soit 17,75 millions d'euros, à ce prix-là cela ne donne pas vraiment envie de renverser le régime !

- Jean-Luc Mélenchon, un geste pour les frondeurs liberation.fr

Il soutient quelques candidats socialistes : ceux qui ont signé la motion de censure contre le gouvernement de Manuel Valls, à l'époque de la mobilisation contre la loi Travail. Face à la vague de La République en marche, ils ne sont pas nombreux à être qualifié pour le second tour des

législatives. Ils sont cinq : Régis Juanico (Loire), Barbara Romagnan (Doubs), Yann Galut (Cher), Christian Paul (Nièvre), et Jérôme Lambert (Charente).

Le leader de La France insoumise, qui est bien parti pour devenir député à Marseille, ne fait pas ce geste par hasard. Il se plonge aussi dans le futur. Il se cherche des alliés pour constituer un groupe parlementaire au Palais-Bourbon et jouer un rôle central dans l'opposition. liberation.fr 13.06

Le règne du totalitarisme.

Le déni permanent de la réalité, transformer un échec, moins de 15% des suffrages pour REM, en un "raz de marée", un "triomphe", à ce niveau c'est un cas clinique qui relève de la psychiatrie. Inutile de le dire, on va encore trouver mon discours excessif.

C'était joué aux apprentis sorciers ou être irresponsables de confier son sort à des escrocs patentés, tout ce qui se revendiquait de gauche et qui en réalité était de droite. Cette insouciance devait se payer très cher un jour. C'était inévitable, donc laissons les regrets aux nostalgiques des heures de gloire du social-impérialisme et du stalinisme.

Autre enseignements des législatives, les travailleurs boycottent les élections, tous les partis dits ouvriers appellent à y participer, la rupture est totale, aucun parti n'est légitime pour s'exprimer au nom des travailleurs.

Macronmania amère.

- Législatives 2017 : face à une abstention record, Emmanuel Macron ne cède pas au triomphalisme - Francetv info

Emmanuel Macron est resté discret au lendemain de la victoire. "Il n'est pas question qu'il fasse de commentaire selon son entourage", Anne Bourse en direct depuis le Palais de l'Élysée. Francetv info 12.06

Tandis que l'Élysée a refusé de commenter les résultats du 1er tour des législatives, certains notant que Macron n'avait pas cédé au "triomphalisme", ce n'est pas le cas des médias propriétés des oligarques, ses parrains, ou de l'AFP que l'État subventionne :

- Législatives: pour Macron, canaliser la force de la vague - AFP
- Législatives: Macron vers une majorité sans partage - AFP

N'abusez pas, LR et le PS soutiendront la politique de Macron puisqu'ils avaient la même, et les imposteurs de la pseudo-gauche ou les clones du PS feront tout pour empêcher que les travailleurs se mobilisent par millions, la racaille à la direction des syndicats en seront aussi.

Nathalie Saint-Cricq, journaliste de France 2 dont le Chef du service économique vient de participer à la réunion annuelle du groupe de Bilderberg, François Lenglet, joue le marteau-pilon de l'oligarchie et relaie ses conseils :

L'Assemblée nationale : "Elle est légitime, même si elle laisse beaucoup de Français sur le bord du chemin en raison un, de l'abstention, deux, des effets du scrutin majoritaire", selon la journaliste de France 2.

Et d'ajouter : "Il reviendra à l'exécutif de redoubler de vigilance pour ne pas donner l'impression d'humilier les oppositions de droite, du Front national ou de La France insoumise. Parce qu'il vaut

mieux que l'opposition s'exerce dans l'hémicycle que dans la rue." "Il n'y a pas de péril démocratique", estime-t-elle. Francetv info 12.06

- Législatives : "Une caricature des mauvais travers de la Ve République" - LePoint.fr

L'abstention, grande gagnante du premier tour des législatives, fragilise la légitimité du scrutin.

Plus d'un électeur sur deux n'est pas allé voter dimanche dernier : le premier tour des législatives a été marqué par une abstention record (51,29 %). (...) Lassitude après une très longue séquence politique, débutée en 2016 avec les primaires ? Défiance vis-à-vis de la classe politique ? Désintérêt en raison de la victoire annoncée de La République en marche ? Déception après les résultats de l'élection présidentielle ? Le taux élevé d'abstention, qui nourrit les procès en légitimité, pourrait fragiliser cette victoire annoncée. Elle interroge au moins sur le fonctionnement de notre démocratie. Bruno Cautrès, dont les travaux portent sur l'analyse des comportements et des attitudes politiques, est chercheur CNRS au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Interview.

Le Point. : Comment peut-on expliquer cette abstention record ?

Bruno Cautrès : La forte baisse de la participation entre l'élection présidentielle et les élections législatives n'est pas une nouveauté de ce scrutin ; on avait déjà constaté une baisse de forte ampleur en 2002, 2007 et 2012, depuis que les législatives sont presque « couplées » à la présidentielle. En 2017 sont venus s'ajouter à ce scénario classique d'autres facteurs : les deux primaires ont rallongé la campagne et rajouté des tours d'élection. De plus, les électeurs du Front national, de Jean-Luc Mélenchon ou encore de Benoît Hamon se sont plus abstenus que les autres, à cause des résultats de la présidentielle. Et le résultat des législatives semblait clairement annoncé à l'avance. Il n'y a pas eu de campagne électorale législative opposant des projets politiques. Le seul enjeu de la campagne était de savoir si Emmanuel Macron aurait une majorité absolue ou relative. Pour le moment, les électeurs font preuve d'une forme de « bienveillance conditionnelle » vis-à-vis du nouveau pouvoir

LePoint - Peut-on parler d'une Assemblée nationale illégitime ou peu représentative des Français ?

Bruno Cautrès - Juridiquement non bien sûr. Mais politiquement, il y a un souci. Les électeurs qui vont catapulter à l'Assemblée nationale de nombreux députés de La République en marche (REM) ne sont pas représentatifs de toute la sociologie de la France, du fait de l'abstention différentielle par milieux sociaux. Par ailleurs, la composition finale de l'Assemblée sera totalement distordue par rapport au premier tour de la présidentielle qui est ainsi (presque) rayé d'un trait de plume. La combinaison de ces deux observations pose la question sur la signification de « représenter les Français » par rapport à « représenter la France » ou « la volonté générale ». REM et Emmanuel Macron n'y sont pour rien ; c'est l'effet du scrutin majoritaire et de la non-participation des électeurs aux courants de pensée différents. Tout ceci pose une sérieuse question sur la légitimité au sens politique par rapport au sens formel du terme.

LePoint - Est-ce un danger pour notre démocratie ?

Bruno Cautrès - C'est potentiellement un souci, car le résultat final des législatives va ressembler à une caricature des mauvais travers de la Ve République au scrutin majoritaire. Il n'est pas bon pour la qualité du fonctionnement de la démocratie que des forces politiques qui comptent et qui obtiennent les votes de parties significatives du corps électoral ne soient pas ou pas bien représentées en sièges dans l'Assemblée qui fait la loi.

LePoint - Est-ce le signe que les forces d'opposition changent de nature ? Par exemple, si les abstentionnistes ne sont pas en accord avec des mesures prises par le gouvernement, ne préféreront-ils pas manifester plutôt que voter ?

Bruno Cautrès - principal risque de la situation que nous vivons est bien là. Ce risque provient de l'écart entre l'hétérogénéité politique et sociologique dans les résultats du premier tour de la présidentielle, et l'homogénéité politique et sociologique qui va apparaître à l'Assemblée nationale. Si les forces d'opposition ne sont pas bien représentées au Parlement, ne risquent-elles pas de vouloir s'exprimer à travers d'autres canaux ? LePoint.fr 13.06

Couacs, affaires, mutisme

- Législatives - Nouveaux couacs en Bretagne chez La République en marche - LePoint.fr

La fondatrice du comité local En marche ! en Ille-et-Vilaine soutient le député LR sortant Isabelle Le Callennec plutôt que la candidate investie par REM.LePoint.fr

- Richard Ferrand est-il au cœur d'une nouvelle affaire immobilière ? - Franceinfo

Selon Mediapart, le ministre de la Cohésion des territoires se serait enrichi en revendant une partie de sa permanence parlementaire, qu'il aurait achetée avec des fonds publics. Franceinfo

- François Bayrou, l'embarrassant champion de la moralisation d'Emmanuel Macron - Le Huffington Post

- Visiblement, Bayrou se moque des remontrances d'Edouard Philippe - Liberation.fr

Le Premier ministre a rappelé à l'ordre François Bayrou, qui a répondu en signifiant... qu'il s'en moquait. Liberation.fr

- Les candidats d'En marche accusés de fuir le débat - liberation.fr

Plusieurs dizaines de candidats de la majorité présidentielle refusent de débattre entre les deux tours. Un «dénî de démocratie» pour leurs adversaires, qui dénoncent une tactique pour ne pas prendre de risque alors qu'ils partent largement favoris.

La polémique survient alors que le mouvement d'Emmanuel Macron semble assuré d'une vague sans précédent sur l'Assemblée nationale. Les candidats n'auraient guère intérêt à se mettre en danger lors d'un débat d'entre deux tours, préférant surfer tranquillement sur la vague pour se faire déposer à l'Assemblée nationale... L'inexpérience politique d'une bonne partie des candidats du tout nouveau parti est aussi avancé comme raison par leurs adversaires. Peu rodés aux débats – a fortiori médiatisés – ils se défileraient. L'exemple de Fabienne Colboc, candidate dans la 1^{re} circonscription d'Indre-et-Loire, a pu en refroidir plus d'un. Un montage ressorti hier met en avant sa piètre prestation lors d'un débat organisé par France 3 Val de Loire. On y voit Fabienne Colboc tenir des propos confus, voire incohérents. C'est d'ailleurs à cause de cette performance qu'elle-même aurait refusé un nouveau débat avant le deuxième tour contre son adversaire Hervé Novelli, selon la Nouvelle République. liberation.fr 13.06

L'essentiel est ailleurs, coup de force ou arnaque réussi.

Le parti d'Emmanuel Macron présentait 468 candidats (sur 577 circonscriptions) selon l'étiquetage du ministère de l'Intérieur : 400 sont arrivés en tête de leur scrutin, 58 à la deuxième place. Mais seuls 10 ont échoué et ne verront pas le second tour (aucun n'a fait pire que quatrième), notamment à la Réunion, dans le Nord et en Corse. Franceinfo

A mort !

- Législatives : le Parti socialiste est-il condamné à mourir ? - Franceinfo
- Législatives 2017 : l'avenir du parti Les Républicains en question - Franceinfo
- Législatives 2017 : la débâcle au Front national - Franceinfo

En régime oligarchique, c'est le nerf de la guerre qui commande.

- Législatives : la bonne fortune de REM, la crise pour LR et le PS - lepoint.fr

En politique, l'argent est le nerf de la guerre. La République en marche (REM) vient à peine de devenir un parti politique mais est déjà assuré d'un confortable financement public, quand les deux grandes formations traditionnelles, Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS), vont devoir, dans le meilleur des cas, revoir leur train de vie à la baisse de manière drastique.

Le financement public se divise en deux tranches. D'une part, tout parti qui a présenté des candidats ayant obtenu plus de 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions au premier tour se voit attribuer chaque année 1,42 euro par suffrage pendant la durée de la législature. L'abstention record, conjuguée aux résultats médiocres pour LR, catastrophiques pour le PS, va diminuer sensiblement cette manne. LR a perdu plus de trois millions de voix entre 2012 et 2017, le PS plus de six millions. Soit une baisse des recettes annuelles d'environ 4,5 et 9 millions d'euros respectivement. REM, avec plus de sept millions d'électeurs, est d'ores et déjà assuré de récolter à ce titre plus de 10 millions d'euros par an.

La seconde tranche est débloquée en fonction du nombre de parlementaires qui, chaque année au mois de novembre, déclarent leur affiliation à un parti. Chaque élu « rapporte » un peu plus de 37 000 euros par an. Passant de 280 sièges à moins de 40, selon les projections, le PS connaîtra l'an prochain un manque à gagner de 9 millions d'euros sur cette seconde tranche. Les Républicains devront compter sur une centaine de députés de moins, soit une perte de plus de 3 millions d'euros. Avec plus de 400 élus selon les pronostics, le parti du président empochera quant à lui une quinzaine de millions d'euros chaque année de la législature.

Les deux partis sortants, en outre, ne recevront plus autant de contributions de leurs élus au Parlement (5 % de leur indemnité, soit 275 euros par mois, chez LR, et 500 euros mensuels au PS).

Sur 284 députés élus en 2012, seuls 65 candidats PS passent la barre du premier tour. Il ne devrait pas en rester plus de 30 au final. Francetv info

Pour le Parti socialiste, le risque de banqueroute est donc évident. Mais Les Républicains sont eux aussi menacés, à cause de leur endettement très lourd. Selon le rapport publié par la Commission nationale des comptes de campagne en février 2017, la dette de cette formation s'élevait encore à 67,7 millions d'euros fin 2015 (p. 392 et suivantes). Or, quand il a renégocié un rééchelonnement avec les banques, le parti de droite a calculé ses échéances à compter de début 2018, en prenant pour hypothèses une victoire de son candidat à la présidentielle, et la majorité absolue aux législatives. Il est aujourd'hui très loin du compte. Dans ce contexte, les 3 millions d'euros de la campagne présidentielle qui restent sur les comptes de Force républicaine, le microparti de François Fillon qui se refuse obstinément à rendre l'argent, vont se révéler plus désirables que jamais. lepoint.fr 13.06

En oligarchie, seule l'entreprise, le marché compte.

- Droit du travail : le Medef veut lui aussi privilégier l'entreprise - latribune.fr

Pierre Gattaz, président du Medef, veut, à l'instar du gouvernement, faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales. Il demande à ce que l'accord de branche devienne l'exception...

« Le Medef ne sera ni un opposant systématique ni un soutien aveugle ». Pierre Gattaz, le président de l'organisation patronale, a tenu à mettre immédiatement les points sur les « i », avant même les résultats du second tour des élections législatives. Il ne veut surtout pas montrer l'impression de jubiler alors que le nouveau pouvoir a choisi comme chantier prioritaire du quinquennat la réforme du Code du travail. Une vieille antienne patronale.

S'autorisant un rôle « d'aiguillon », Pierre Gattaz se dit même fermement opposé à deux décisions prises par le gouvernement d'Edouard Philippe. Sur le compte pénibilité, d'abord, il ne veut pas d'une énième expertise pour parvenir à une simplification du dispositif, comme l'a promis le 30 mai le Premier ministre. Le Medef prône une méthode nettement plus drastique : un « arrêt des compteurs ». Pierre Gattaz veut revoir le dispositif de fond en comble pour « tout simplifier » et se dit d'accord avec Emmanuel Macron pour l'inclure dans la prochaine réflexion sur les retraites qui aura lieu en 2018.

Désaccord sur le prélèvement à la source...

Le deuxième objet de son courroux concerne le prélèvement à la source. Pour le Medef, c'est toujours « non » et le fait que le gouvernement ait retardé la réforme de 2018 à 2019 ne change absolument rien pour lui : « les entreprises ne sont pas des percepteurs », a lancé Pierre Gattaz qui demande au gouvernement de trouver d'autres solutions.

... mais accord complet pour faire de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation

Mais, pour le reste, le Medef est actuellement en phase avec la future nouvelle majorité. Il brûle même d'impatience sur la réforme du Code du travail, jugé « trop complexe, trop lourd, trop anxiogène » pour les chefs d'entreprise et les potentiels investisseurs en France. Pierre Gattaz a même été jusqu'à lancer que « le premier épouvantail de la France, c'est son droit du travail »... Alors, ce que souhaite avant tout Pierre Gattaz « c'est un dialogue réel dans les entreprises. Cela doit être le sens de la réforme ». Autrement dit, pour lui, un maximum de choses doivent être négociées au niveau des entreprises. Vielle revendication du Medef. Mieux, s'il n'y pas de syndicats, le chef d'entreprise doit pouvoir « négocier avec ses salariés directement »... Les syndicats apprécieront.

Enfonçant le clou, le patron de l'organisation syndicale estime aussi que la branche doit se limiter à guider « les petites entreprises qui n'ont pas le personnel pour discuter de l'organisation » et ne primer que « par exception, pour éviter le dumping social et l'anarchie » : « Typiquement, dans le nettoyage, lorsqu'une entreprise perd un contrat avec une société, elle a l'obligation de transférer ses salariés à l'entreprise qui a gagné l'appel d'offre. Dans ce cas, c'est la branche qui régule et c'est très bien. » Mais dès que cela est possible, les entreprises doivent pouvoir déroger à un accord de branche...

Les motifs du licenciement économique négociés dans les entreprises?

Une philosophie assez proche de celle de l'actuel gouvernement donc qui voudrait faire aussi de l'entreprise le lieu privilégié de la négociation. D'ailleurs, Edouard Philippe est allé un peu plus loin dans cette voie ce mardi 13 juin en intervenant sur France Info. Interrogé sur le fait de savoir si les causes d'un licenciement économique pourraient être à l'avenir négociées au niveau de l'entreprise - actuellement les critères justifiant un tel licenciement sont définis par la loi et la

jurisprudence - le Premier ministre s'est montré ouvert... mais prudent : « On verra. On va discuter. Je ne dis pas que ce sera le cas, je dis qu'on va discuter. »

Réponse sibylline certes, mais qui ouvre déjà plus de perspectives que la semaine dernière quand Édouard Philippe avait rendu public un document de travail sur les réformes sociales qu'il entendait mener et qui ne comportait que des propos très généraux. Cette fois-ci, même s'il reste très prudent, Édouard Philippe laisse tout de même entendre qu'il ne serait pas contre le fait que ce sujet soit abordé dans la concertation en cours avec les organisations patronales et syndicales dans le cadre de la préparation des ordonnances. Le Medef ne peut qu'être ravi.

Le quotidien Libération avait à cet égard déclenché un beau tollé en révélant un document de la Direction générale du Travail, « en réponse à une demande du cabinet » - de la ministre du Travail - où cette idée de pouvoir négocier les motifs du licenciement économique au niveau de l'entreprise était clairement indiquée. La ministre du Travail avait rétorqué qu'il ne s'agissait que d'un document de travail sans valeur officielle...

Pas de négociation sur le contrat de travail

En revanche, comme si il avait besoin d'offrir à l'avance une compensation aux syndicats, Edouard Philippe a également précisé qu'il n'était pas question d'ouvrir les accords d'entreprise à une réforme possible du contrat de travail :

« J'ai déjà exprimé le fait que toute une série de règles relatives au contrat de travail n'avaient pas vocation à être discutées dans l'entreprise (....) le nombre de CDD, la durée du CDD, le fait que le CDI est le contrat de droit commun, que c'est la norme. »

Si c'est vraiment le cas, le Medef va être un peu déçu, lui qui défend « un droit à l'expérimentation » et qui demande que « des CDI de mission, de projets soient tentés... ». Oubliant d'ailleurs au passage que ce type de contrat est déjà possible pour les ingénieurs et les cadres, dès lors qu'il est prévu par un accord de branche... ou d'entreprise.

Pour l'instant donc, le Medef apporte son soutien au Président de la République et à sa future majorité. Mais il prévient que le « gouvernement à une énorme responsabilité » pour réussir à réformer dans une période où il y a un « bon alignement des planètes » avec une conjoncture qui redevient favorable et la création de plus de 80.000 emplois au premier trimestre.. certes, pour autant Pierre Gattaz n'a pas été jusqu'à remercier François Hollande pour cet héritage...
latribune.fr 13.06

Commentaire d'un internaute

- "Faire de l'entreprise le lieu privilégié pour élaborer les normes sociales"...Et pourquoi pas donner aux délinquants la faculté de rédiger le Code Pénal.

Le Medef est une organisation terroriste qui fait sur une année plus de morts que toutes les organisations terroristes connues réunies. C'est moins spectaculaire parce que les gens meurent anonymement, suicides, burn-out, maladies professionnelles...

Gattaz et son organisation terroriste se sentent pousser des ailes. Il va falloir les rogner leurs ailes de vautour. Ils ne comprennent que le rapport de force, eh bien on va le leur imposer, dans la rue. Fini le politiquement correct: retour à la baston.

Même après la soupe est encore bonne.

Une allocation chômage qui peut devenir particulièrement avantageuse.

- Législatives 2017 : les avantageuses allocations chômage des députés battus - latribune.fr

Sans autre revenu, si un député issu du privé « au chômage » bénéficie de l'aide pendant les trois ans, il pourra ainsi toucher 102.574,86 euros au total, selon le think tank iFRAP. Et si cette somme est élevée, elle s'explique par le montant important de base d'indemnisation des députés : elle s'élève en effet à 5.514,68 euros, ce à quoi il faut ajouter l'indemnité de résidence (165,44 euros), l'indemnité de fonction (1.420,03 euros) ce qui équivaut à un salaire brut mensuel de 7.100,15 euros.

D'autre part, contrairement à la procédure traditionnelle menée par Pole emploi dans le cadre de cette allocation, aucun contrôle n'est mené pour s'assurer que le député poursuit bel et bien sa recherche d'emploi puisque ce n'est pas cet organisme qui y est en charge. latribune.fr 13.06

Cela représente 34 ans de ma retraite (250 euros par mois) !

En bref

Il est des vôtres!

- Second tour des législatives 2017: Serge Dassault appelle à voter Manuel Valls "contre les Insoumis" - Le Huffington Post

En oligarchie ou le monde leur appartient.

- A fin 2016, la zone Europe de l'Ouest comptait 3,8 millions de foyers millionnaires, autant qu'en Asie-Pacifique.

Le marché américain reste le plus important au monde : la zone Amérique du Nord compte 7,6 millions de foyers millionnaires, et totalise (tous niveaux de richesse confondus) 55.700 milliards de dollars de patrimoine financier. Les Echos 14.06

Les élites qui vous pourrissent la vie.

- Protection sociale : deux femmes nommées à des postes stratégiques de l'administration - lesechos.fr

Mathilde Lignot-Leloup deviendrait directrice de la Sécurité sociale, et Cécile Courrèges directrice de l'offre de soins.

Elles ont été reçues par le Président de la République, et selon nos informations, leur nomination va être proposée ce mercredi en conseil des ministres. Mathilde Lignot-Leloup et Cécile Courrèges devraient décrocher deux directions stratégiques au sein de l'administration : la première prendrait la tête de la DSS (direction de la Sécurité sociale), qui se penche entre autres sur les comptes sociaux, et la deuxième dirigerait la DGOS (direction générale de l'offre de soins), qui a la haute main sur les hôpitaux. Avec la DGS (direction générale de la santé), dirigée par Benoît Vallet, ces trois directions jouent un rôle central dans la protection sociale en France.

Ces deux femmes remplaceraient Thomas Fatome, qui a quitté la DSS pour devenir directeur de cabinet adjoint à Matignon, et Anne-Marie Armenteras de Saxcé, qui a rejoint le collège de la Haute Autorité de Santé.

Deux expériences en cabinet ministériel

Mathilde Lignot-Leloup est depuis 2011 directrice déléguée à la Caisse nationale d'assurance-maladie, en charge de la gestion et de l'organisation des soins. Elle était conseillère comptes sociaux dans le cabinet Woerth en 2007, puis conseillère technique en 2009 auprès de François Fillon à Matignon, et elle a fait partie de l'équipe de projet de ce dernier lorsqu'il s'est porté candidat à la présidentielle. Enarque, diplômée de Sciences-po Paris, cette IGAS (Inspection générale des Affaires sociales) a également été directrice de l'audit à l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acoss), de 2005 à 2007.

Cécile Courrèges est directrice de l'Agence régionale de santé Pays de la Loire depuis 2014. Au cours des deux années précédentes, elle était conseillère technique de Jean-Marc Ayrault à Matignon, en charge de l'autonomie et de la santé. Enarque, diplômée de sciences politique et de l'Ecole nationale de santé publique, elle a également dirigé l'Agence régionale de santé de Bourgogne. lesechos.fr 13.06

Ils osent tout

- Emmanuel Macron tout puissant face à Theresa May, et c'est la presse britannique qui le dit - Le Huffington Post

- Et si on fondait le Code de la fonction publique dans le Code du travail ! - LePoint.fr

Concrètement, tout nouveau recruté dans les institutions publiques, par concours ou non, serait salarié et non plus agent titulaire. LePoint.fr

- Israël va réduire la fourniture d'électricité à Gaza - AFP

- En Arabie saoudite, porter le maillot du Barça est désormais passible de 15 ans de prison - Le Huffington Post

L'Arabie saoudite veut véritablement occulter tout lien avec le Qatar. Le Huffington Post

- Au Pakistan, un homme accusé de blasphème sur Facebook a été condamné à mort - Slate.fr

- Un mariage à trois reconnu officiellement en Colombie - BFMTV

On avait déjà signalé dans des causeries antérieures que certains pays en Europe plébiscitaient la pédophilie (Pays-Bas), l'inceste (Suisse), la zoophilie (Allemagne), demain ce sera au tour de la polygamie qu'ils reprochent à certains Africains notamment, tout comme ils réprimaient l'usage du cannabis qu'ils finissent par légaliser, etc. J'allais oublier la pornographie, le divorce, l'homosexualité, etc. qu'ils condamnaient encore il n'y a pas si longtemps...

Stratégie du chaos et déstabilisation des Etats.

- Manifestations en Russie: Navalny condamné à 30 jours de prison - AFP

Rappel : Navalny ou monsieur 1% (% aux élections), l'agent de la NED/CIA...

- À Moscou, des barricades antichars contre l'opposition... selon des reporters occidentaux - sputniknews.com

En ce jour de fête nationale, une multitude d'actions se tiennent à Moscou, allant des festivals de reconstitution historique aux manifestations sauvages d'opposition. Se focalisant apparemment exclusivement sur la protestation, des journalistes occidentaux ont pris des installations historiques pour un outil destiné à réprimer l'opposition.

Outre des manifestations festives organisées à l'occasion de la Journée de la Russie, célébrée ce lundi 12 juin, la capitale russe a accueilli aujourd'hui des meetings, dont la manifestation autorisée par la mairie de Moscou sur l'avenue Sakharov. La veille des rassemblements, Alexeï Navalny, figure de l'opposition russe, a soudain appelé les participants à tenir une manifestation sauvage sur l'artère principale de la ville, rue Tverskaïa, qui accueille en ce moment le festival de reconstitution historique « Temps et époques » avec entre autres ses artistes vêtus d'uniformes de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et des obstacles antichars...

Or, des journalistes du New York Times et du Financial Times venus couvrir les protestations ont pris ces installations historiques pour un nouveau moyen de répression de l'opposition mis en place par le Kremlin.

« Le barrage est installé sur le boulevard principal de Moscou pour empêcher les protestataires anti-Kremlin d'atteindre le Kremlin et la place Rouge », a écrit sur son compte Twitter le journaliste du NYT Neil MacFarquhar.

Ce Tweet a par la suite été supprimé.

« Officiellement, ces sacs de sable et autres obstacles antichars font partie de la reconstitution historique qui se tient sur la place, mais en réalité ils bloquent les protestataires », a-t-il indiqué dans un autre Tweet.

Neil Buckley, journaliste au FT, a commis la même erreur. « De nombreux pays utilisent des pièges antichars contre les envahisseurs. Moscou les emploient contre son propre peuple », a-t-il écrit dans un Tweet avant de le supprimer. sputniknews.com 12.06

- Venezuela: la procureure Ortega tient tête à Maduro - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Porto Rico

Noeud coulant pour un suicide annoncé.

- Porto Rico Les citoyens votent pour le rattachement aux Etats-Unis - Liberation.fr

Les électeurs portoricains ont choisi, dimanche, de voir leur île caribéenne devenir le 51e Etat américain lors d'un référendum consultatif toutefois marqué par une énorme abstention et boycotté par l'opposition.

Croulant sous 70 milliards de dollars (62 milliards d'euros) de dettes et un mois seulement après avoir déclenché le plus gros processus de faillite jamais déclaré par un territoire américain, l'île risque de ne pas réussir à convaincre Washington d'ajouter une étoile à son drapeau. Liberation.fr 12.06

Iran

- Khamenei accuse Washington d'avoir créé Daech - sputniknews.com

Suite aux attentats qui ont frappé Téhéran le 7 juin dernier, l'Iran hausse le ton contre le soutien à l'organisation terroriste Daech qu'il impute à Washington. Cette fois-ci, c'est le guide suprême de la Révolution iranienne qui a formulé ses accusations.

L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution iranienne, a accusé les États-Unis d'être à l'origine de la création de Daech et par extension de l'instabilité dans la région, lit-on lundi sur son site Web officiel.

« Vous et vos agents vous êtes la source de l'instabilité au Proche-Orient. Qui a créé l'État islamique ? L'Amérique. [...] Les affirmations de l'Amérique selon lesquelles elle lutterait contre Daech sont un mensonge », a déclaré l'ayatollah lors d'une réunion avec des responsables iraniens.

Rappelons que des déclarations de personnalités iraniennes au sujet de liens entre Washington et Daech se sont succédé aux cours des jours qui ont suivi le double-attentat de Téhéran.

Des accusations ont notamment été formulées par le Président du parlement iranien Ali Larijani. Quant au chef d'état-major adjoint des Forces armées iraniennes Mostafa Izadi, il a déclaré que son pays disposait de preuves tangibles attestant du soutien direct livré par Washington aux terroristes de Daech. sputniknews.com

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Les salariés de GM&S bloquent de nouveau leur usine - bfmtv.com

Au lendemain d'une réunion à Bercy, et pour protester contre les "décisions dévastatrices qui se profilent", les salariés de l'équipementier automobile ont de nouveau bloqué le site de La Souterraine, dans la Creuse.

Les salariés de l'équipementier automobile GM&S Industry, menacé de liquidation, bloquaient de nouveau leur usine ce mardi à La Souterraine (Creuse) pour faire pression sur la "cellule de crise" mise en place par l'Élysée, dont ils n'acceptent pas les "décisions dévastatrices qui se profilent".

Selon un communiqué diffusé par l'intersyndicale CGT-FO, les salariés ont voté à 85% "pour poursuivre les actions dans le but de faire évoluer les offres et pousser les constructeurs (automobiles Renault et PSA, ndlr) à remettre le chiffre d'affaires nécessaire à une reprise pérenne bien supérieure à 140 emplois". Les salariés bloquent notamment les accès de l'usine avec du matériel, a-t-on précisé de sources syndicales.

Cette décision d'un nouveau blocage, après une première occupation du site du 11 au 23 mai, intervient au lendemain d'une réunion à Bercy entre les représentants des salariés et des membres du cabinet du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire.

Le président Emmanuel Macron, qui avait rencontré les salariés le 9 juin au cours d'un déplacement en Haute-Vienne, avait annoncé la mise en place d'une "cellule de crise" à l'Élysée pour travailler à organiser les conditions d'une reprise.

"Le saccage de l'industrie continue !"

Or selon les syndicats, "l'État nous expose comme seule solution une reprise à 140 salarié(e)s par le Groupe GMD (leader français de l'emboutissage, ndlr) qui lui refuse la diversification. Pire! M. Martineau, patron de GMD, ne souhaite pas d'augmentation du chiffre d'affaires proposé par Peugeot et Renault", les principaux clients de GM&S.

"L'État va-t-il bâcler et/ou se débarrasser rapidement de ce dossier ? Le rôle de l'État se cantonne-t-il à l'accompagnement des chômeurs ? Le saccage de l'industrie continue !", déplore l'intersyndicale.

Les salariés demandent que l'État "continue opiniâtrement à négocier une augmentation du chiffre d'affaires par Renault et Peugeot" afin d'améliorer les offres de reprise ; "prenne contact avec d'autres repreneurs potentiels du secteur ou non" ; "demande une prolongation de la période d'observation à septembre"; et que le propriétaire actuel paye une prime "extra-légale" pour les salariés qui ne seraient pas repris.

GM&S Industry, deuxième employeur privé de la Creuse avec ses 277 salariés, est en redressement judiciaire depuis décembre - son troisième redressement en huit ans. L'entreprise n'a fait pour l'heure l'objet d'aucune offre ferme de reprise, à dix jours d'une audience, le 23 juin au tribunal de commerce de Poitiers, qui pourrait sceller sa liquidation. bfmtv.com 13.06

Ils n'ont qu'à occuper la préfecture et séquestrer le préfet jusqu'à ce que Macron signe la nationalisation de GM&S Industry et garantisse le maintien des 277 emplois.

Inde

- En Inde, la grève victorieuse des agriculteurs - Liberation.fr

Après onze jours de grève, les paysans de l'Etat de Maharashtra ont décidé d'arrêter le mouvement lundi. Devendra Fadnavis, le chef du gouvernement local, a accordé l'annulation de tous leurs prêts aux centaines de milliers d'agriculteurs surendettés de cet Etat de l'ouest de l'Inde. Obligés de contracter des prêts auprès des banques privées ou d'Etat afin de payer les semences, les engrais et l'accès à l'eau, ils se plaignaient de la baisse du prix de revente de leurs produits. Les paysans du Madhya Pradesh, dans le centre du pays, sont, eux, toujours en grève.

Au moins cinq d'entre eux ont été abattus par la police dans les affrontements à Maudsaur depuis le début du mouvement. Selon la presse locale, des agriculteurs du Rajasthan, Etat voisin du Madhya Pradesh, confrontés aux mêmes problèmes, ont bloqué des livraisons de lait, céréales et légumes dimanche.

Les paysans en colère empêchent les camions de livraison d'atteindre les villes, renversent les cargaisons sur les routes. En quelques jours, les prix des denrées sur les marchés ont explosé : «Le prix de la coriandre a doublé. De 20 roupies, il est passé à 40 roupies. Les prix pourraient atteindre les 100 roupies, s'inquiète Santosh Wagh, un vendeur de légumes, dans une vidéo mise en ligne sur YouTube par The Quint, un média indien. Les gens n'achètent plus de légumes car c'est trop cher. Tout le monde souffre. Le gouvernement devrait abandonner la dette des paysans.» Surendettés, les agriculteurs indiens sont pris à la gorge. Selon le Bureau national de recensement du crime, un paysan se suicide toutes les 41 minutes depuis 1994. Entre 1995 et 2015, 318 528 fermiers se sont officiellement donné la mort, la plupart en avalant des pesticides. La démonétisation surprise de novembre 2016, qui est tombée au moment où les paysans vendaient leurs récoltes et devaient acheter des intrants, a encore compliqué la donne.

En mars, le BJP, parti nationaliste hindou du Premier ministre, Narendra Modi, est arrivé largement en tête aux élections régionales en Uttar Pradesh. A peine investi, Yogi Adityanath, le nouveau ministre en chef de ce grand Etat du Nord, avait annoncé effacer la dette des agriculteurs, qui

s'élevait à 5 milliards d'euros. «L'Uttar Pradesh peut le faire, il y a déjà eu des levées de dettes suite à des manifestations», affirme Bruno Dorin, chercheur du Cirad, détaché au Centre de sciences humaines à New Delhi. Une annonce qui a poussé les agriculteurs d'autres Etats à réclamer eux aussi l'effacement de leurs ardoises. Les deux tiers des 1,3 milliard d'Indiens dépendent directement ou indirectement de l'agriculture pour leur subsistance.

«Un suicide économique et écologique»

La semaine dernière, Devendra Fadnavis avait proposé d'annuler les prêts en défaut de paiement à hauteur de 305 milliards de roupies (soit 4,23 milliards d'euros). Mais les manifestants réclamaient l'annulation de tous les prêts. En arrivant au pouvoir, Narendra Modi avait promis de doubler les revenus des agriculteurs «d'ici cinq ans», une mesure qui ne concernait que les propriétaires terriens. Selon le dernier recensement général, effectué en 2011, ces derniers, appelés «cultivateurs» seraient 119 millions. Les ouvriers agricoles, désormais plus nombreux que les propriétaires, représentent 144 millions de personnes, soit plus de 10% de la population.

Pour Bruno Dorin, la situation des agriculteurs indiens est intenable depuis la «révolution verte», comme on appelle l'industrialisation de l'agriculture. La taille des fermes diminue de génération en génération. Pour gagner sa vie, le paysan doit augmenter ses rendements, et acheter des semences qui demandent plus d'engrais, de pesticides et d'eau. Malgré les milliards de roupies de subventions, il est obligé de s'endetter. La culture du coton, très répandue dans le Maharashtra, utilise énormément d'OGM, des semences plus chères qu'il faut racheter tous les ans. «C'est un suicide économique et écologique», dénonce Bruno Dorin. Cette agriculture intensive est en train de polluer les sols, d'épuiser les nappes phréatiques et de participer à l'émission de gaz à effet de serre. Le chercheur poursuit : «On commence à voir l'impact des pesticides ici, les cancers se développent.»

Même si les manifestations paysannes sont courantes en Inde, dans un tel contexte, le risque que le mouvement s'étende à d'autres Etats est réel. «Ce serait explosif», estime Bruno Dorin, qui attribue «en partie» la grave crise financière du pays en 1991 à des levées de dettes faites à très grande échelle. Même si aujourd'hui, l'endettement est moins grave qu'à l'époque, Modi semble être dans une position bien compliquée. D'autant que le conflit est utilisé politiquement. Rahul Gandhi, le numéro 2 du Congrès, principal parti d'opposition, avait tweeté le 6 juin : «Ce gouvernement est en guerre contre les agriculteurs de notre pays.» Il avait été arrêté quelques heures à Mandsaur, jeudi, alors qu'il était venu montrer sa solidarité envers les familles des agriculteurs tués. Un signe «très inquiétant» selon Bruno Dorin. Pour Vandana Shiva, visage du combat écologiste en Inde, les paysans «ont besoin de justice, pas de balles». Et seule une agriculture sans OGM pourrait leur permettre de sortir de la spirale de la dette. liberation.fr 12.06

Pas entendu parler, je ne lis pas les journaux et je n'ai plus de télévision depuis plus de deux ans. Je ne peux pas faire ce boulot de dingue et m'intéresser à ce qui se passe en Inde. Et puis je vis au Tamil Nadu, à Trichitrambalam, donc ici les Indiens se foutent de ce qui se passent ailleurs, y compris dans le village voisin...